



Union Syndicale Départementale

Santé - Action Sociale

Calvados

INTERVENTION USD CGT SANTE MANIFESTATION FONCTION PUBLIQUE 9 MAI 2019

Aujourd'hui avec la future loi de transformation de la Fonction Publique le gouvernement s'attaque à un fondement de notre modèle social, non seulement il s'attaque aux droits des personnels mais plus grave il s'attaque aux droits des usagers, le droit d'avoir accès à un service public de qualité pour tous et partout mais aussi une attaque sans précédent de notre statut, de nos salaires, de nos carrières.

Concernant la santé, elle est doublement attaquée, puisque à la future loi de transformation de la Fonction Publique s'ajoutera la future loi santé 2022. L'idée de cette loi santé est d'écraser toutes velléités de résistance en faisant quasiment disparaître les instances consultatives ou délibératives, d'affaiblir le rôle des syndicats, seuls remparts face à la machine à broyer du gouvernement.

Cette future loi santé qui suivant Macron « *doit mettre le patient au cœur du système* » et que son « *...ambition est que notre système de santé soit le pilier de l'Etat providence du 21^{ème} siècle* ».

On en est loin Mr. Macron, ce n'est pas en supprimant des postes, en fermant des hôpitaux, des maternités (comme au CH de Vire obligeant les futures mères à faire 60 kms pour venir accoucher à Caen), des services (comme la psychiatrie toujours à Vire obligeant également à se déplacer sur Caen pour se faire hospitaliser et aux familles à faire 1 heure

de route pour visiter les leurs) et en méprisant les professionnels que vous allez y arriver.

Je rappelle également que cette question du service public est une des revendications du mouvement des gilets jaunes.

Aujourd'hui la santé va mal, les professionnels sont à bout. Dans notre champ de la Santé et de l'Action Sociale, les luttes s'amplifient dans différents secteurs d'activités comme les hôpitaux, le médico-social, le social, la psychiatrie (pour mémoire citons les actions de CH du Rouvray avec ces grévistes de la faim, les Perchés de Pinel à Amiens, et les Caen Peur de Rien de l'EPSM de Caen), les EHPAD, et aujourd'hui au sein des services d'urgence (qui aujourd'hui touche une trentaine de services d'urgence de l'AP de Paris et en province d'une ampleur inédite).

Les professionnels de la Santé et de l'Action Sociale expriment aujourd'hui la nécessité vitale que soient octroyés des moyens humains et budgétaires supplémentaires dans les établissements afin d'exercer leur travail au quotidien dans des conditions dignes, avoir les effectifs en personnel et le matériel nécessaires pour accomplir leurs missions, que l'on reconnaisse la pénibilité de leur métier et que tous simplement qu'on les reconnaisse en tant que professionnel.

Pour les salariés de nos secteurs, il s'agit aussi de défendre à travers leurs revendications les missions de services publics de Santé et d'Action Sociale pour un accès, un accueil de qualité pour toute la population sur tout le territoire, voilà Mr Macron ce que doit être un système de santé du 21^{ème} siècle et ce n'est en publiant une énième loi santé qui n'a pour but de toujours faire plus d'économies et légitimer ainsi votre politique d'austérité.

Au contraire cette loi santé va inexorablement conduire à une nouvelle dégradation de l'offre de soins au détriment de la population.

Les salariés de la Santé et de l'Action Sociale en ont assez du manque de considération et d'écoute par ce gouvernement qui ne pense qu'au sous alors que nous nous pensons aux soins, en effet Mr Macron, l'hôpital n'est pas une entreprise et le patient n'est pas une marchandise.

La Fonction Publique telle qu'elle existe aujourd'hui est l'héritière de plusieurs siècles d'histoire et quels que soient leurs métiers, les agents publics sont au service de la population dans le seul but de répondre aux besoins sociaux du plus grand nombre sur tout le territoire.

Nous sommes aujourd'hui des milliers dans la rue pour dire non à cette loi de transformation de la Fonction Publique et pour exiger du gouvernement l'ouverture de nouvelles négociations sur de nouvelles bases.

Les professionnels de la Santé et de l'Action Social sont aussi dans la rue pour dire non à cette loi santé qui ne répond en rien aux besoins de notre secteur et de la population et qui n'a comme seul but, de faire toujours plus d'économies en instaurant plus d'austérité.

Cette journée n'est qu'un début, continuons le combat, soyons fier d'être fonctionnaire, soyons fier d'être au service de nos concitoyens, et défendons bec et ongle notre Fonction Publique.

Caen le 9 mai 2019